

# Memorial

des

# MEMORIAL

DU

## Großherzogthums Luxemburg

## GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.



Montag, 22. März 1880.

Nr. 20.

Lundi, 22 mars 1880.

**Königl.-Großh. Beschluß vom 17. März 1880,**  
wodurch der am 20. Januar 1880 zwischen  
dem Großherzogthum und Frankreich ab-  
geschlossene Telegraphen-Vertrag geneh-  
migt und veröffentlicht wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden König  
der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau,  
Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des internationalen Telegraphen-  
Vertrages von St. Petersburg vom 10.—22. Juli  
1875, der revidirten Ausführungs-Reglemente und  
Tarife, welche am 28. Juli 1879 durch die De-  
legirten der verschiedenen bei der internationalen  
Conferenz zu London vertretenen Staaten unter-  
zeichnet, sowie der Beitritts-Erklärungen des  
Großherzogthums, welche Alten durch Unsere  
Beschlüsse vom 31. März 1876 und vom 3. März  
1880 veröffentlicht worden sind ;

Nach Einsicht der zu Paris am 20. Januar  
1880 zwischen dem Großherzogthum Luxemburg  
und Frankreich abgeschlossenen Uebereinkunft, wo-  
durch der Tarif für die telegraphische Correspon-  
denz zwischen beiden Ländern festgestellt wird ;

Nach Einsicht des Art 8 des Gesetzes vom 9.  
Dezember 1869 über den Telegraphen-Dienst ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Prä-  
sidenten der Regierung, und Unseres General-  
Directors der Finanzen, und nach Berathung der  
Regierung im Conjeil ;

*Arrêté royal grand-ducal du 17 mars 1880, por-  
tant approbation et publication de la conven-  
tion télégraphique conclue le 20 janvier 1880  
entre le Grand-Duché de Luxembourg et la  
France.*

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu,  
Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau,  
Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu la convention télégraphique internationale  
de St. Pétersbourg, du 10-22 juillet 1875, les  
règlements d'exécution et les tarifs révisés qui  
ont été signés le 28 juillet 1879 par les délégués  
des divers Etats représentés à la conférence in-  
ternationale de Londres, ainsi que les déclarations  
d'adhésion du Grand-Duché, et qui ont été pu-  
bliés par nos arrêtés des 31 mars 1876 et 3 mars  
1880 ;

Vu la convention conclue à Paris le 20 janvier  
1880 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la  
France, ayant pour objet de fixer le tarif pour  
l'échange des correspondances télégraphiques  
entre les deux pays ;

Vu l'art. 8 de la loi du 9 décembre 1869, con-  
cernant le service télégraphique ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, prési-  
dent du Gouvernement, et de Notre Directeur  
général des finances, et après délibération du  
Gouvernement en conseil ;

Saben beschlossen und beschließen :

**Art. 1.** Die obenbezogene Uebereinkunft vom 20. Januar 1880, den Tarif für die telegraphische Correspondenz zwischen dem Großherzogthum und Frankreich betreffend, ist genehmigt und soll, behufs Ausführung, durch's „Memorial“ veröffentlicht werden.

**Art. 2.** Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, und Unser General-Director der Finanzen sind, jeder insofern es ihn betrifft, mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Saag, am 17. März 1880.

Wilhelm.

Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung,  
F. de Blochausen.  
Der General-Director  
der Finanzen,  
W. v. Rösbe.

Avons arrêté et arrêtons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** La convention ci-dessus visée, du 20 janvier 1880, concernant le tarif pour l'échange des correspondances télégraphiques entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France, est approuvée et sera publiée par la voie du *Mémorial*, afin d'exécution.

**Art. 2.** Notre Ministre d'Etat, président du Gouvernement, et Notre Directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Haye, le 17 mars 1880.

GUILLAUME.

Le Ministre d'Etat, Prési-  
dent du Gouvernement,  
F. DE BLOCHAUSEN.

Le Directeur général  
des finances,  
V. DE ROEBE.

## CONVENTION.

Entre

M. Michel Jonas, conseiller d'Etat, chargé d'affaires du Grand-Duché de Luxembourg,

Et le Ministre des postes et des télégraphes de la République française, agissant au nom de l'Etat, en vertu des pouvoirs spéciaux qui lui ont été conférés, et sous réserve de la ratification par les deux Chambres,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

**Art. 1<sup>er</sup>.**

La taxe des télégrammes ordinaires échangés directement entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France est fixée uniformément à douze centimes et demi (12½) par mot, pour la correspondance générale, et à cinq centimes (5) par mot, pour les relations frontières entre le Luxembourg et le département de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 2.**

Le montant des recettes effectuées de part et d'autre sera réparti entre les deux administrations dans les proportions suivantes :

Il sera attribué au Luxembourg un quart des taxes perçues pour la correspondance générale et la moitié de celles perçues pour les relations frontières.

Il sera attribué à la France les trois quarts des taxes perçues pour la correspondance générale, et la moitié de celles perçues pour les relations frontières.

Les deux administrations restent libres d'adopter pour le règlement des comptes soit des moyennes établies contradictoirement, soit toute autre disposition.

Art. 3.

Dès que les administrations luxembourgeoise et française auront constaté d'un commun accord une augmentation de vingt pour cent dans les recettes afférentes au trafic entre le Luxembourg et la France, comparativement au revenu de 1878, ces taxes seront réduites, sans distinction de relations frontières, à dix centimes (10) par mot, quels que soient le département et le bureau d'origine, dont trois centimes pour le Luxembourg et sept centimes pour la France.

Art. 4.

Les dispositions qui précèdent seront applicables aux correspondances échangées entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Algérie ou la Tunisie par la voie des câbles atterrissant en France.

Toutefois, il sera perçu pour ces correspondances une taxe additionnelle de dix centimes (10) par mot, exclusivement attribuée à la France pour le transit sous-marin.

Art. 5.

Les télégrammes échangés entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France qui, par suite d'interruption des voies directes, emprunteraient le réseau d'une administration étrangère ne seront soumis à aucune surtaxe, le prix de transit restant à la charge de l'administration dont les communications normales seront interrompues.

Les télégrammes qui seraient détournés de la voie directe sur la demande de l'expéditeur seront soumis aux taxes et aux dispositions de la convention télégraphique internationale.

Art. 6.

Les dispositions de la convention internationale en vigueur sont applicables aux relations directes entre le Luxembourg et la France, dans tout ce qui n'est pas réglé par les articles ci-dessus.

Art. 7.

La présente convention, destinée à entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1880, en même temps que le règlement de service international arrêté à Londres, formera avec la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg et le règlement susdit, l'ensemble des dispositions qui devront être observées dans les relations télégraphiques entre le Luxembourg et la France.

Cette convention demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite par l'une des parties contractantes.

Fait et signé en double expédition à Paris le 20 janvier 1880.

(signés) M. Jonas. Cochery.

**Rundschreiben über die Revision der Gemeindevähler-Listen.**

Gemäß Art. 7 des Gesetzes vom 2. December 1861 über die Gemeindevahlen haben die Collegien der Bürgermeister und Schöffen vom 1. bis zum 15. April künftighin zur Revision der Listen derjenigen Bürger zu schreiten, welche die für Gemeindevähler erforderlichen Eigenschaften besitzen.

Sie werden die hierzu nöthigen Formulare, sowie ein Duplikat der Rollen der in der Gemeinde entrichteten direkten Steuern erhalten. Diejenigen Einwohner, welche ähnliche Steuern in andern Gemeinden als jene ihres Wohnsitzes entrichten, haben sich darüber in der üblichen Form auszuweisen.

Das Rundschreiben vom 24. März 1873 (Mem. 1873, II. Theil, S. 93 u. ff.) kann den bei dieser Revision beteiligten Beamten und Gemeindeverwaltern als Richtschnur dienen. Ich glaube jedoch dieselben auf das im „Memorial“ veröffentlichte Gutachten des Staatsraths, vom 14. November 1879, über die Auslegung des Art. 2, Absatz 3 des Gesetzes vom 2. December 1861, bezüglich des der Wittve zustehenden Rechtes, ihre Steuern einem ihrer, mit ihr zusammenwohnenden Söhne oder Schwiegeröhne zuzuwenden, aufmerksam machen zu müssen.

Die revidirte und am 15. April vorläufig geschlossene Liste wird am darauffolgenden Sonntag, 18. desselben Monats, angeschlagen, und bleibt dann während 10 Tage, nämlich vom 18. bis einschließlich 28. April, angeschlagen.

Einsprüche gegen die Aufstellung der Liste müssen, bei Strafe des Verfalls, innerhalb 15 Tage vom Datum des Anschlages, an den Gemeinderath gerichtet werden; diese Frist läuft für dieses Jahr am Montag, 3. Mai, ab.

Am Tage nach Ablauf dieser Frist, also am 4. Mai, wird die Liste definitiv geschlossen, wenn kein Einspruch erhoben worden ist. Im andern Falle hat der Gemeinderath über sämtliche Einsprüche in der Zeitfrist und in Gemäßheit des

*Circulaire relative à la révision des listes électorales communales.*

Conformément à l'art. 7 de la loi du 2 décembre 1861 sur les élections communales, les collèges des bourgmestre et échevins devront procéder, du 1<sup>er</sup> au 15 avril prochain à la révision des listes des citoyens qui réunissent les conditions requises pour être électeurs communaux.

A cet effet ils recevront les imprimés nécessaires, ainsi qu'un double des rôles des contributions directes payées dans la commune. Les habitants qui paieraient des contributions de ce genre dans des communes autres que celle de leur domicile auront à en justifier dans les formes voulues.

La circulaire du 24 mars 1873 (Mém. 1873, II partie, p. 93) peut servir de guide aux fonctionnaires et administrateurs communaux appelés à procéder à la révision dont s'agit. Seulement je crois devoir les rendre attentifs à l'avis du Conseil d'Etat du 14 novembre 1879, publié au *Mémorial*, au sujet de l'interprétation de l'art. 2 alinéa 3 de la loi du 2 décembre 1861, relatif à la délégation que peut faire une veuve de ses contributions à l'un de ses fils ou gendres demeurant avec elle.

La liste révisée et arrêtée provisoirement le 15 avril sera affichée le dimanche suivant, 18 du même mois, et restera affichée pendant dix jours, c'est-à-dire du 18 au 28 avril inclusivement.

Les réclamations contre la formation de la liste devront être adressées au conseil communal, sous peine de déchéance, dans le délai de quinze jours à partir de la date de l'affiche, délai qui expirera cette année lundi, 3 mai.

Le lendemain de l'expiration de ce délai, c'est-à-dire le 4 mai, la liste sera définitivement clôturée, s'il n'y a pas eu de réclamation. Dans le cas contraire, le conseil communal aura à statuer sur toutes les réclamations dans le délai et de la

Art. 12 des Gesetzes Beschluß zu fassen, nämlich, binnen zehn Tagen vom Datum der Eingabe an, wenn es sich um eine Auslassung oder eine Streichung handelt, und binnen zehn Tagen von der Antwort oder vom Ablaufe der für diese festgesetzten Frist an, wenn es sich um eine un- gehörige Einschreibung handelt. Alle diese Ter- mine müssen gewissenhaft beobachtet werden.

Innerhalb 24 Stunden nach dem definitiven Schluß der Liste wird dem Districtscommissär ein Exemplar nebst sämtlichen, die Revision betref- fenden Schriftstücken zugesandt; das andere Exem- plar verbleibt im Gemeinde-Archiv.

Gleich nach Empfang der Listen übersenden die H. Districtscommissäre mit einer Nachweisung über die Zahl der Wähler jeder Gemeinde ihres Bezirks.

Luxemburg den 8. März 1880.

Der General-Director der Justiz,  
Paul Cyfjen.

#### Gesundheitspflege.

Verzeichniß der Belgischen Aerzte, Thierärzte und Hebammen, welche in Gemäßheit des Ver- trages vom 31. Mai—3. Juni 1879 ermächtigt sind, während des laufenden Jahres ihre Praxis auf die Luxemburgischen Grenzgemeinden auszu- dehnen.

J.-J. Molitor, docteur en médecine à Arlon.		
A. Walerius,	id.	id.
Ch. Tedesco,	id.	id.
Em. Molitor,	id.	id.
Alph. Henckels.	id.	id.
J.-N. Lenger,	id.	à Differt.
Em. Wouters,	id.	à Hondelange.
M. Stronck,	id.	à Aubange.
E. Gregorius,	id.	à Altert.
N. Gratia,	id.	à Martelange.
G.-J. Bernard.	id.	à Beho.
J.-J. Delière,	id.	à Vielsalm.
H.-J. Guillaume,	id.	id.

manière prévue par l'art. 12 de la loi, c'est-à-dire dans les dix jours à compter de celui où la re- quête aura été déposée, s'il s'agit d'une omission ou d'une radiation, et dans les dix jours à compter de la réponse ou de l'expiration du délai pour répondre, s'il s'agit d'une inscription induue. Tous ces délais devront être scrupuleusement observés.

Dans les vingt-quatre jours qui suivront la clôture définitive des listes, un exemplaire en sera adressé au commissaire de district, accompagné de toutes les pièces qui auront servi à la révision, tandis que le second exemplaire restera déposé aux archives de la commune.

Dès la réception des listes, MM. les commis- saires de district me transmettront un relevé in- diquant le nombre des électeurs de chaque com- mune de leur ressort.

Luxembourg, le 8 mars 1880.

Le Directeur général de l'intérieur,  
H. KIRPACH.

#### Service sanitaire.

Liste des médecins, vétérinaires et sages- femmes belges, autorisés en vertu de la conven- tion du 31 mai—3 juin 1879, à exercer pendant l'année courante leur art dans les communes limitrophes du Grand-Duché de Luxembourg.

F. Maréchal, docteur en médecine à Houffalize.		
L.-J. Scheurette,	id.	à Gouvy.
E. Gribaumont,	id.	à Bastogne.
J. Eschweiler,	id.	id.
Al. Demelinne,	id.	id.
J. Seyler,	médecin-vétérinaire à Arlon.	
H.-J. Lefebvre,	id.	à Bastogne.
S. Breyer, f. Sablon, sage-femme à Arlon.		
M.-C. Jonas, f. Thobias,	id.	id.
M. Translagné, f. Schiff,	id.	id.
J. Châlon, f. Pierson,	id.	id.
E. Tobias, f. Breyer,	id.	id.
M. Schmit, f. Alberty,	id.	id.

H. Weis, sage-femme, à Arlon.  
E. Schneider, f. Schrobiltgen, id. à Messancy.  
M. Fax, f. Theisen, id. à Houdelange.  
B. Barkel, f. Bofferding, id. à Buvange.  
M. Rix, f. Lussion, id. à Nothomb.  
A. Demelenne, f. Bosseler, id. à Aubange.  
M. Fries, f. Weicker, id. id.  
M. Glodt, id. à Athus.  
J. Lammers, id. id.  
B. Linigen, f. Schneider, id. à Barnich.  
C. Lambert, f. Felsen, id. à Bellevue.  
M. Hollenfeldt, f. Fusulier, id. à Martelange.  
M. Theisen, f. Schmit, id. à Gremelange.

Gesehen um in's „Memorial“ eingerückt zu werden.

Luxemburg den 16. März 1880.

Der General-Director der Justiz,  
Paul Eyschen.

#### Bekanntmachung. — Postwesen.

Aus einer Mittheilung des Schweizerischen Bundesrathes vom 3. d. Mts. geht hervor, daß die Republik Uruguay erklärt hat, vom 1. Juli 1880 ab dem Weltpostvereinsvertrage vom 1. Juni 1878 und in Folge dessen ebenfalls dem darauf bezüglichen Ausführungs-Regulativ beizutreten.

Die Bestimmungen der Art. 1, 3, 4, 6 und 7 des Beschlusses vom 11. März 1879, welche in Gemäßheit des vorerwähnten Pariser Vertrages den Tarif im internationalen Postverkehr feststellen, sind auf die zwischen dem Großherzogthum und genannter Republik ausgetauschten Correspondenzstücke anwendbar.

Luxemburg den 14. März 1880.

Der General-Director der Finanzen,  
B. v. Aöbe.

#### Bekanntmachung. — Postwesen.

Nach einer Mittheilung des Kaiserlich Deutschen General Postamtes in Berlin ist vom 1. April d. J. ab, im Deutsch Dänischen Fahrpostverkehr für Päckereisenbüngen im Gewicht bis 5 Kilogramm (ohne und mit Werthangabe) die Frankirung obligatorisch.

M. Blerot, f. Pierson, sage-femme à Bastogne.  
Th. Blerot, f. Vandergens id. id.  
P. Schmiz, f. Lebrun, id. à Bastogne.  
M. Pierson, f. Hostelet, id. id.  
M. Longhy, f. Scheuten, id. à Fauvillers.  
M. Etgen, id. id.  
E. Scheuten, id. id.  
M.-J. Etgen, id. à Menusfontaine.  
M. Martiny, id. à Houffalize.  
M. Chevigny, f. Giot, id. à Sibret.  
M.-T. Masson, id. à Vielsalm.  
E. Bonbert, id. id.

Vu la présente liste pour être publiée par la voie du *Mémorial*.

Luxembourg, le 16 mars 1880.

Le Directeur général de la justice,  
Paul Eyschen.

#### Avis. — Postes.

Il résulte d'une communication du Conseil fédéral Suisse du 3 mars courant, que la République de l'Uruguay a déclaré adhérer dès le 1<sup>er</sup> juillet 1880 au traité de l'Union postale universelle du 1<sup>er</sup> juin 1878, et conséquemment aussi au règlement d'exécution y relatif.

Les dispositions des art. 1, 3, 4, 6 et 7 de l'arrêté du 11 mars 1879, fixant le tarif du service international des postes en exécution du traité de Paris susmentionné, sont rendues applicables aux correspondances échangées entre le Grand-Duché et la dite République.

Luxembourg, le 14 mars 1880.

Le Directeur général des finances,  
V. DE ROEBÉ.

#### Avis. — Postes.

D'après une communication du bureau général des postes impériales allemandes à Berlin, l'affranchissement des colis (avec ou sans déclaration de valeur) jusqu'au poids de 5 kilogrammes est obligatoire pour le transport des petits colis entre l'Allemagne et le Danemark, à partir du 1<sup>er</sup> avril prochain.



Das Publikum wird benachrichtigt, daß die vorstehende Bestimmung auch auf die Packetsendungen aus dem Großherzogthum nach Dänemark und umgekehrt, Anwendung findet.

Luxemburg den 16. März 1880.

Der General-Director der Finanzen,  
B. v. Rœbe.

**Bekanntmachung. — Stempel.**

Aus einer unter'm 16. d. Mts. Haupt-Reg. Bd. 40, Art 633, vom Einregistrirungs-Einnehmer der Civil-Acten zu Luxemburg ausgestellten Quittung geht hervor, daß die anonyme Prinz-Heinrich-Eisenbahn- und Erzgruben-Gesellschaft während des 4. Vierteljahres 1879 die Stempelgebühren für nachbenannte Werthpapiere entrichtet hat:

1° 408 Actien (definitive) zum Nennwerthe von je 500 Fr., mit den Nrn. 74,030 bis 74,400, 736 bis 768, 501 bis 504;

2° 5 Obligationen (definitive) zum Nennwerthe von je 500 Fr., mit den Nrn. 14,481 bis 14,485.

Gegenwärtige Bekanntmachung soll dem Art. 5 des Gesetzes vom 25. Januar 1872 Genüge leisten.

Luxemburg den 18. März 1880.

Der General-Director der Finanzen,  
B. v. Rœbe.

**Bekanntmachung. — Einregistrirung und Domänen.**

Durch Königl.-Großh. Beschluß vom 17. d. Mts. ist Hr. Victor Thibeau, zweiter Commis der Direction der Einregistrirung und der Domänen, zum ersten Commis derselben Direction, und Hr. Louis Thilges, Supernumerar der Einregistrirungs- und Domänen-Verwaltung, zum Controleur Stempelbewahrer ernannt worden.

Durch einen andern Königl.-Großh. Beschluß vom selben Tage sind die Hrn. Gustav Schumacher und Jakob Karl Servais zu Supernumeraren der Einregistrirungs- und Domänen Verwaltung ernannt worden.

Luxemburg den 19. März 1880.

Der General-Director der Finanzen,  
B. v. Rœbe.

Le public est informé que la disposition qui précède est également applicable aux colis originaires du Grand-Duché à destination du Danemark et vice-versa.

Luxembourg, le 16 mars 1880.

Le Directeur général des finances,  
V. DE RÔEBE.

**Avis. — Timbre.**

Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur de l'enregistrement des actes civils à Luxembourg, le 16 mars courant, reg. gén. vol. 40, art. 633, que la Société anonyme des chemins de fer et minières Prince-Henri a acquitté pendant le 4<sup>e</sup> trimestre 1879 les droits de timbre à raison des titres suivants:

1° 408 actions définitives chacune de fr. 500, portant les N<sup>os</sup> 74,030 à 74,400, 736 à 768, 501 à 504;

2° 5 obligations, titres définitifs, chacune de fr. 500, portant les N<sup>os</sup> 14,481 à 14,485.

Le présent avis est destiné à satisfaire à la disposition de l'art. 5 de la loi du 25 janvier 1872.

Luxembourg, le 18 mars 1880.

Le Directeur général des finances,  
V. DE RÔEBE.

**Avis. — Enregistrement et domaines.**

Par arrêté royal grand-ducal du 17 mars courant, M. Victor Thibeau, second commis de la direction de l'enregistrement et des domaines, a été nommé premier commis de la même direction, et M. Louis Thilges, surnuméraire de l'administration de l'enregistrement, a été nommé contrôleur garde-magasin du timbre.

Par un autre arrêté royal grand-ducal du même jour, MM. Gustave Schumacher et Jacques-Charles Servais ont été nommés surnuméraires de l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Luxembourg, le 19 mars 1880.

Le Directeur général des finances,  
V. DE RÔEBE.

**Bekanntmachung. — Versicherungswesen.**

Hr. Michel Kipgen, Notarschreiber zu Mersch, ist als Agent der Hagelversicherungs-Gesellschaft « La Confiance » bestätigt worden.

Luxemburg den 12. März 1880.

Für den General-Director der Finanzen:  
Der Regierungsrath,  
M. Müllendorff.

**Bekanntmachung. — Versicherungswesen.**

Hr. Niko'ans Duren, Grubnanfseher zu Rümelingen, ist als Agent der Feuerversicherungs-Gesellschaft « Compagnie des Propriétaires réunis » bestätigt worden.

Luxemburg den 18. März 1880.

Für den General-Director der Finanzen:  
Der Regierungsrath,  
M. Müllendorff.

**Bekanntmachung. — Versicherungswesen.**

Hr. Peter Emering-Friedrich, zu Mendsdorf, ist als Agent der „Berlin Kölnischen Feuerversicherungs-Actien-Gesellschaft“ bestätigt worden.

Luxemburg den 18. März 1880.

Für den General-Director der Finanzen:  
Der Regierungsrath,  
M. Müllendorff.

**Bekanntmachung. — Versicherungswesen.**

Hr. Johann Nikolaus Hippert, von Hesperingen, ist als Agent der „Preussischen National-Feuer-Versicherungs-Gesellschaft zu Stettin“ bestätigt worden.

Luxemburg den 18. März 1880.

Für den General-Director der Finanzen:  
Der Regierungsrath,  
M. Müllendorff.

**Avis. — Assurances.**

M. Michel Kipgen, clerc de notaire à Mersch, a été agréé comme agent de la Compagnie d'assurances contre la grêle dite « La Confiance ».

Luxembourg, le 12 mars 1880.

Pour le Directeur général des finances:  
Le Conseiller de Gouvernement,  
M. MULLENDORFF.

**Avis. — Assurances.**

M. Nicolas Duren, commis de mines à Rümelingen, a été agréé comme agent de la compagnie d'assurance contre l'incendie dite « des Propriétaires réunis ».

Luxembourg, le 18 mars 1880.

Pour le Directeur général des finances:  
Le Conseiller de Gouvernement,  
M. MULLENDORFF.

**Avis. — Assurances.**

M. Pierre Emering-Friedrich, à Mendsdorf, a été agréé comme agent de la compagnie d'assurances contre l'incendie dite « Berlin-Kölnische Feuer-Versicherungs-Actien-Gesellschaft ».

Luxembourg, le 18 mars 1880.

Pour le Directeur général des finances:  
Le Conseiller de Gouvernement,  
M. MULLENDORFF.

**Avis. — Assurances.**

M. Jean-Nicolas Hippert, de Hesperange, a été agréé comme agent de la compagnie d'assurances contre l'incendie dite « Preussische National-Feuer-Versicherungs-Gesellschaft » à Stettin.

Luxembourg, le 18 mars 1880.

Pour le Directeur général des finances:  
Le Conseiller de Gouvernement,  
M. MULLENDORFF.